

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**

QUATRIÈME COMMISSION
9e séance
tenue le
mercredi 7 octobre 1987
à 15 heures
New York

LIBRARY
COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 9e SEANCE

Président : M. MOUSHOUTAS (Chypre)

SOMMAIRE

DEMANDES D'AUDITION

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE A L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX EN NAMIBIE ET DANS TOUS LES AUTRES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT A ELIMINER LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.4/42/SR.9
16 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 15 h 20.

DEMANDES D'AUDITION (A/C.4/42/4/Add.4 à 6, A/C.4/42/6/Add.7 à 9)

Nouvelle-Calédonie

1. Le PRESIDENT dit que la Commission est saisie de trois demandes d'audition concernant la Nouvelle-Calédonie (A/C.4/42/4/Add.4 à 6).

2. M. TAIK (France) observe, au sujet de la demande d'audition émanant d'un représentant du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) (A/C.4/42/4/Add.4), que le FLNKS est un parti politique qui prend activement part, à tous les niveaux, au processus démocratique en Nouvelle-Calédonie. Le pétitionnaire est lui-même un haut responsable élu de ce territoire et, en tant que tel, n'a pas sa place au banc des pétitionnaires.

3. En outre, étant donné que la population de la Nouvelle-Calédonie a démocratiquement rejeté l'option d'indépendance lors du référendum du 13 septembre 1987, et déterminé le cadre dans lequel elle souhaite voir s'organiser l'avenir du territoire, toute discussion à cet égard devrait avoir lieu à Nouméa ou à Paris. Il est totalement inapproprié que cette discussion ait lieu aux Nations Unies. La délégation française ne pourra donc pas être présente lorsque le pétitionnaire prendra la parole à la Commission.

4. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objections, il considérera que la Commission décide de faire droit à ces demandes.

5. Il en est ainsi décidé.

Namibie

6. Le PRESIDENT dit que la Commission est saisie de trois demandes sur la question de la Namibie (A/C.4/42/6/Add.7 à 9). S'il n'y a pas d'objections, il considérera que la Commission décide de faire droit à ces demandes.

7. Il en est ainsi décidé.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET AUTRES, QUI FONT OBSTACLE A L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX EN NAMIBIE ET DANS TOUS LES AUTRES TERRITOIRES SE TROUVANT SOUS DOMINATION COLONIALE, ET AUX EFFORTS TENDANT A ELIMINER LE COLONIALISME, L'APARTHEID ET LA DISCRIMINATION RACIALE EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORT DU COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX [A/42/23 (Partie III)] (suite)

8. M. RAVANCHI (République islamique d'Iran), exerçant son droit de réponse, dit qu'il rejette catégoriquement l'accusation qui a été portée par le représentant sioniste lors de la 7e séance de la Commission, selon laquelle l'Iran aurait eu des

(M. Ravanchi, Rép. islamique d'Iran)

entretiens secrets avec Pretoria. Il condamne le racisme du régime sioniste et appelle l'attention sur la similarité qui existe entre ce régime et le régime sud-africain, qui attaquent l'un et l'autre leurs voisins et imposent des systèmes discriminatoires. Le deux régimes collaborent dans une large mesure, notamment sur le plan militaire.

9. L'Iran n'exporte pas de pétrole en Afrique du Sud. Il continue d'imposer un embargo global sur les échanges commerciaux avec ce pays et encourage l'élimination du racisme.

10. M. SAVOV (Bulgarie), exerçant son droit de réponse, conteste les assertions sans fondement faites par le représentant du Royaume-Uni à la 8e séance de la Commission au sujet de la pêche dans l'Atlantique sud. Les activités de pêches auxquelles se livre la Bulgarie dans cette zone sont strictement conformes au droit international. Il est moralement inadmissible que le Royaume-Uni porte de telles accusations lorsque son vote négatif au Conseil de sécurité empêche la Namibie d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

11. M. JOFFE (Israël), exerçant son droit de réponse, dit qu'il s'en tient à tout ce qu'il a déclaré à la 7e séance et serait prêt à le répéter, nonobstant les observations faites par les représentants des neuf pays arabes qui ont exercé leur droit de réponse.

12. M. HILMI (Iraq), exerçant son droit de réponse, dit que lui et d'autres représentants de pays arabes ont fréquemment eu l'occasion de réfuter de telles accusations par le passé. Aucun représentant ne devrait faire de déclaration sans preuves à l'appui. Il met le représentant sioniste au défi de prouver que les pays en question exportent du pétrole en Afrique du Sud. En ce qui le concerne, cette allégation est un mensonge pur et simple.

13. M. SMITH (Royaume-Uni), exerçant son droit de réponse, déclare qu'il n'a pas contesté la légalité des activités de pêche auxquelles se livrent la Bulgarie et d'autres pays de l'Europe orientale dans l'Atlantique sud mais qu'il a soulevé la question de savoir si de telles activités empêchent ou non l'application de la Déclaration. Il est convaincu que de telles activités ne sont pas profitables à la Namibie, que ce soit sur le plan de l'emploi ou du revenu.

14. M. SAVOV (Bulgarie), exerçant son droit de réponse, répète que les activités de pêche auxquelles se livre son pays sont strictement conformes au droit international et que, par conséquent, les ressources naturelles de la Namibie ne risquent en aucune manière de s'épuiser.

15. M. CHERNY (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, déclare que le Royaume-Uni a essayé une fois encore de détourner l'attention du fond de la question de l'ordre du jour à l'examen. Il tient à se référer au rapport de 1986 du Comité permanent II du Conseil pour la Namibie, où figurent des renseignements détaillés sur l'économie namibienne, qui contredisent résolument l'assertion du Royaume-Uni quant à la contribution que les sociétés

(M. Chernyy, URSS)

transnationales apporteraient au Territoire. A titre d'exemple, le rapport fait état de l'écart très considérable, en Namibie, entre les revenus des Noirs et des Blancs et des fonds consentis par les banques internationales pour appuyer l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud.

16. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur le projet de résolution relatif aux intérêts économiques étrangers et sur le projet de décision relatif aux intérêts militaires proposés par le Comité spécial (A/42/23 (Partie III), chap. IV, par. 12 et par. 11).

17. Mme MILLER (Canada), expliquant son vote avant le vote, dit que le Canada a toujours appuyé le processus de décolonisation et les efforts visant à assurer une transition pacifique vers l'indépendance. En tant que partisan résolu de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, le Canada a prêté aux Namubiens et aux habitants des autres territoires coloniaux une importante assistance au développement qui, selon lui, devrait favoriser la viabilité économique et accélérer le processus d'autodétermination.

18. En dépit de son engagement incontestable en la matière, le Canada n'accepte pas d'emblée des postulats tels que la condamnation globale des intérêts étrangers, économiques et autres, dans les territoires coloniaux, le retrait immédiat des puissances coloniales de toutes les bases et installations militaires ou l'appui explicite ou implicite à la lutte armée dans les processus d'autodétermination. Le Canada est particulièrement inquiet de voir que les rapports et les projets de résolution dépeignent toutes les activités économiques étrangères dans les territoires coloniaux comme étant intrinsèquement néfastes. De l'avis du Canada, cette interprétation est contredite par les faits. Les sociétés transnationales sont susceptibles d'influer positivement sur le développement et le transfert des techniques.

19. Si la Commission ne cherche pas un terrain d'entente plus large entre ses membres et ne réexamine pas les questions fondamentales, elle risque d'entraver le processus de décolonisation au lieu d'y contribuer. Ceux qui sont responsables de la rédaction des documents présentés à la Commission devraient chercher à éviter une approche inutilement polémique qui ramène le contenu de ces documents à une diatribe antioccidentale. Le Canada n'appuiera pas le projet de résolution et espère que le ton plus modéré adopté à la présente session par bon nombre de représentants sera largement imité.

20. Comme par le passé, le Canada votera contre le projet de décision sur les activités militaires qu'il juge sans rapport avec le point à l'examen. Il ne peut accepter le libellé du projet de décision et le fait qu'Israël, seul, y soit visé.

21. M. POTTS (Australie) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution sur les activités des intérêts économiques étrangers opérant dans les territoires non autonomes parce qu'elle est convaincue que de telles activités ne sauraient entraver les progrès vers l'autodétermination et l'indépendance. L'Australie a toujours condamné l'apartheid et appuyé l'accession immédiate de la Namibie à

(M. Potts, Australie)

l'indépendance sur la base de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, et a pris des mesures concrètes contre l'Afrique du Sud. Néanmoins, la délégation australienne a des réserves quant à certains aspects du projet de résolution. En premier lieu, il y a une contradiction intrinsèque entre la condamnation globale des investissements étrangers dans les territoires non autonomes et les appels lancés dans les projets de texte sur chaque territoire en faveur de leur développement économique accéléré. Les investissements étrangers, utilisés à bon escient, peuvent contribuer utilement au développement économique en introduisant de nouvelles techniques et connaissances. En second lieu, l'appui de la délégation australienne à la résolution ne saurait être interprété comme une acceptation par l'Australie de la South West Africa People's Organization (SWAPO) en tant que seul représentant authentique du peuple namibien.

22. La délégation australienne regrette également que le projet de résolution omette de faire état des activités de pêche étrangères au large des côtes namubiennes. Ces activités n'assurent aucun revenu au peuple namibien, et ce en dépit des appels lancés par le Conseil pour la Namibie pour que la zone au large de cette côte soit proclamée zone économique exclusive.

23. La délégation australienne s'abstiendra lors du vote sur le projet de décision relatif aux activités militaires, non seulement parce que le texte de ce projet lui pose d'importants problèmes mais encore parce qu'il porte sur une question qui ne figure pas à l'ordre du jour de la Commission.

24. M. BERGH-JOHANSEN (Norvège), prenant la parole au nom des cinq pays nordiques, dit que ces pays condamnent les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui entravent le processus de décolonisation, tant en Namibie que dans les autres territoires non autonomes. Toutefois, le projet de résolution n'établit pas de distinction entre les diverses activités menées à bien dans les différents territoires, certaines consistant à exploiter les ressources naturelles de ces territoires, d'autres pouvant être profitables à leur développement économique et social. Les pays nordiques ont également des réserves sur certains paragraphes qui ne tiennent pas compte des mandats respectifs de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et ils regrettent que l'on continue de distinguer certains pays et groupes de pays en tant que partisans des politiques poursuivies par le Gouvernement sud-africain.

25. Pour ce qui est du projet de résolution sur les activités militaires, les pays nordiques ont des réserves quant à l'approbation implicite de la lutte armée.

26. Pour les raisons susmentionnées, les pays nordiques s'abstiendront lors du vote sur le projet de résolution et sur le projet de décision.

27. M. AKYOL (Turquie) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution dont elle appuie généralement le contenu, mais qu'elle aurait préféré que le texte fasse une distinction très nette entre les différentes activités des intérêts économiques étrangers et ne condamne que celles qui entravent réellement le processus vers l'indépendance.

(M. Akyol, Turquie)

28. En tant que membre du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, l'attachement de la Turquie à l'indépendance de la Namibie est total. L'Organisation des Nations Unies doit également veiller à ce que les ressources humaines et naturelles du Territoire soient protégées. Le Gouvernement turc appuie la portée générale du programme d'action adopté par le Conseil à la session qu'il a tenue à Luanda. La communauté internationale doit exercer une pression accrue sur l'Afrique du Sud pour que ce pays applique sans plus tarder le plan des Nations Unies pour la Namibie. A cet égard, le Gouvernement turc n'entretient aucune relation diplomatique ou consulaire avec l'Afrique du Sud.

29. La délégation turque votera pour le projet de décision sur les activités militaires, bien qu'elle considère que le texte, notamment les paragraphes 2, 3 et 11, aurait pu être rédigé d'une manière plus équilibrée.

30. Enfin, la délégation turque souhaite émettre en général des réserves sur certaines références discriminatoires concernant certains pays ou groupes de pays quand il est impossible de se prononcer définitivement sur les responsabilités respectives.

31. M. NTAKHWANA (Botswana) votera pour le projet de résolution bien que son pays ne puisse pas se conformer aux dispositions ayant trait aux sanctions économiques. L'impossibilité dans laquelle se trouve le Botswana d'appliquer les sanctions ne doit, toutefois, pas servir d'excuse aux pays qui ne se heurtent à aucun obstacle matériel.

32. M. ABE (Japon) recommande de contrôler scrupuleusement les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, afin d'éviter qu'elles ne fassent obstacle à l'exercice du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des populations des territoires non autonomes ou au développement économique, social et culturel. C'est toutefois en fonction de la nature de l'activité entreprise et de la situation prévalant dans un territoire donné que l'on peut déterminer si une activité est ou n'est pas nuisible. Si elles sont correctement menées, ces activités peuvent stimuler le développement social et économique des territoires non autonomes grâce notamment au transfert de techniques et de méthodes de gestion et à la création d'emplois. Non seulement la délégation japonaise déplore-t-elle que le texte du projet de résolution soit déséquilibré mais elle s'élève vivement contre la disposition critiquant nommément certains Etats Membres ou groupes d'Etats. La délégation japonaise s'abstiendra par conséquent lors du vote sur le projet de résolution.

33. Il est procédé au vote enregistré sur le projet de résolution figurant dans le rapport du Comité spécial (A/42/23 (Partie III); chap. IV; par. 12).

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Autriche, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Japon, Norvège, Suède, Swaziland.

34. Par 93 voix contre 8, avec 14 abstentions, le projet de résolution est adopté.

35. Il est procédé au vote enregistré sur le projet de décision figurant dans le rapport du Comité spécial (A/42/23 (Partie III), chap. V, par. 11).

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Barbade, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande,

République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Italie, Japon, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Côte d'Ivoire, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Lesotho, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suède, Swaziland.

36. Par 90 voix contre 11, avec 14 abstentions, le projet de décision est adopté.

37. M. MUTSVANGWA (Zimbabwe), expliquant son vote, note qu'on lui a reproché d'ignorer ou de présenter de manière erronée la politique d'"engagement constructif" des Etats-Unis en Afrique australe. Il se trouve qu'une commission composée d'experts éminents et créée à l'initiative du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a aussi violemment critiqué cette politique.

38. L'Afrique du Sud est depuis longtemps le mentor et le principal fournisseur d'armes de l'UNITA dans la guerre que mène cette dernière contre le Gouvernement légitime de l'Angola, ce qui n'a pas empêché récemment les Etats-Unis de livrer des missiles antiaériens de type "Stinger" aux rebelles.

39. M. BUCZACKI (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole sur une motion d'ordre, fait observer que le représentant du Zimbabwe est censé expliquer son vote et non pas exercer son droit de réponse.

40. Le PRESIDENT prie le représentant du Zimbabwe de tenir compte de cette observation.

41. M. MUTSVANGWA (Zimbabwe) dit qu'hormis les Etats-Unis et l'Afrique du Sud, aucun autre pays n'a appuyé l'idée du "couplage". Les Etats-Unis affirment d'un côté vouloir le retrait des forces étrangères de la région tout en oubliant de l'autre l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Il est également étrange que le sort et le message politique de Nelson Mandela aient moins retenu l'attention que le renégat qui est à la tête de l'UNITA.

42. Le représentant de la France ne veut pas ignorer que la question de la Nouvelle-Calédonie est inscrite à l'ordre du jour de la Commission et qu'elle le restera jusqu'à ce que la communauté internationale considère que la puissance coloniale s'est récemment acquittée de ses responsabilités.

43. Mme BAGGE (Danemark), parlant au nom des 12 Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE), réaffirme l'appui de la Communauté à tous les efforts faits, dans l'esprit de la Charte, pour éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale de l'Afrique australe et permettre aux peuples des territoires encore non autonomes d'exercer leur droit à l'autodétermination.

44. La résolution qui vient d'être adoptée a essentiellement trait à la situation critique en Afrique australe. La CEE condamne résolument les activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui entravent le processus d'autodétermination, mais estime que la résolution ne tient pas compte du fait que certaines activités sont bénéfiques, voire essentielles pour le développement économique et social des territoires non autonomes.

45. La CEE formule des réserves de principe sur les paragraphes de la résolution qui ne tiennent pas compte des mandats respectifs de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et déplore que certains pays soient expressément mentionnés, en particulier au seizième alinéa et au paragraphe 17. Les Etats membres de la CEE n'ont donc pu appuyer la résolution, pas plus que la décision relative aux activités militaires, question qui ne figure pas à l'ordre du jour de la Quatrième Commission.

46. Mme CHANG (Nouvelle-Zélande) dit que l'appui de sa délégation à la résolution adoptée témoigne du souci de la Nouvelle-Zélande d'empêcher que les intérêts économiques étrangers entravent le processus de développement et la marche vers l'indépendance de quelque territoire que ce soit, bien qu'elle ne considère pas que tous les investissements étrangers sont nécessairement préjudiciables. Il incombe à l'ONU de protéger et de préserver les ressources naturelles de la Namibie et des autres territoires non autonomes dans l'intérêt des peuples de ces territoires. La Nouvelle-Zélande souscrit à nouveau à l'appel lancé par le Conseil pour la Namibie en vue de la création d'une zone économique exclusive au large de la Namibie afin de protéger les précieuses ressources halieutiques de ce territoire.

47. La délégation néo-zélandaise s'est abstenue lors du vote sur le projet de décision pour les mêmes raisons que les années précédentes.

48. M. LASARTE (Uruguay) dit que sa délégation a voté en faveur de la résolution et de la décision parce qu'elle appuie le processus de décolonisation. Il est toutefois regrettable que ces deux textes soient en grande partie identiques aux textes adoptés à de précédentes sessions. Il aurait été préférable d'élaborer des textes plus équilibrés sur une question aussi complexe. De plus, les doutes que nourrit la délégation uruguayenne quant au rapport direct existant entre la décision et le point à l'examen n'ont toujours pas été dissipés.

49. Mme MILLAN (Colombie) réitère l'appui de sa délégation au processus de décolonisation et à l'élimination de l'apartheid. La communauté internationale doit poursuivre l'action menée dans ce domaine. La délégation colombienne a voté pour la résolution adoptée en raison de la nécessité vitale de protéger les ressources naturelles des territoires non autonomes, leurs ressources marines en particulier, bien qu'elle eût préféré un texte plus équilibré. Les références discriminatoires à certains pays et groupes de pays suscitent aussi ses réserves.

50. M. CISTERNAS (Chili) dit que sa délégation a voté pour la résolution et la décision parce que le Chili condamne le colonialisme, la discrimination et l'apartheid et appuie pleinement la cause de l'indépendance namibienne. Elle estime toutefois que l'occasion d'élaborer un texte plus équilibré et d'établir une distinction entre les activités des intérêts étrangers préjudiciables aux territoires intéressés et celles qui permettraient d'améliorer leur niveau de vie et de fonder leur économie sur de solides bases après l'accession à l'indépendance n'a pas été mise à profit. La délégation chilienne formule également des réserves au sujet de la mention expresse de certains pays et groupes de pays dans le texte de la résolution.

51. M. ABUHAJAR (Jamahiriya arabe libyenne) a appuyé sans réserve la résolution et la décision parce qu'elles témoignent du désir de la communauté internationale de voir disparaître le colonialisme. Il est manifeste que la présence de bases militaires étrangères et le pillage des ressources naturelles par les sociétés transnationales entravent la marche des territoires vers l'indépendance.

52. M. BASTELICA (France) prenant la parole sur une motion d'ordre dit qu'il n'a pas voulu interrompre le représentant du Zimbabwe lorsqu'il exerçait son droit de réponse alors qu'il était en fait censé expliquer son vote. Il tient, toutefois, à signaler que cette pratique est contraire au règlement intérieur.

53. Le PRESIDENT annonce que la Commission a terminé l'examen du point 109 de l'ordre du jour. Conformément à la pratique habituelle, il suggère de prier le rapporteur de présenter directement à l'Assemblée générale le rapport sur ce point.

54. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 30.